Pacte civique

## LE GRAND DEBAT NATIONAL

Le collectif Pacte Civique 13 a consacré la plus grande partie de sa dernière réunion au Grand Débat national. Veuillez trouver ci-joint les propositions élaborées sur chacun des 4 thèmes proposés.

## 1 – NOS IMPOTS, NOS DEPENSES ET L'ACTION PUBLIQUE

- Le gouvernement doit tout faire pour réduire la dépense publique afin de diminuer et à terme annuler le déficit public ; même au prix éventuel d'une réduction du nombre de fonctionnaires
- Le taux de prélèvement des impôts est en France l'un des plus élevés d'Europe ; il faut le ramener au niveau moyen de la Communauté Européenne
- L'Etat doit faire procéder à une évaluation a posteriori de toutes les réformes fiscales et sociales et en tirer des leçons pour l'action publique
- Il n'est pas acceptable qu'environ la moitié des Français ne paient pas du tout d'impôt ce qui leur fait penser que tout leur est dû ; tout Français devrait payer un minimum d'impôt ; même les plus démunis devraient payer un impôt symbolique (10 € par exemple ?)
- Il est urgent et indispensable que le gouvernement lutte de manière efficace contre l'évasion fiscale et contre les paradis fiscaux y compris dans les pays européens (Belgique, Monaco, Luxembourg, etc …). Cela représente des dizaines de milliards d'euros non perçus
- Les successions les plus élevées devraient être beaucoup plus taxées qu'actuellement car elles sont sources d'importantes inégalités de richesse
- En zones rurales et en périphérie des agglomérations, il faut arrêter la fermeture des services publics (Trésorerie, Poste, CAF, … etc) et créer des maisons administratives polyvalentes
- En zones rurales et en périphérie des agglomérations, il faut palier le manque de médecins, d'hôpitaux et de maternités et créer des maisons de la santé

## 2 – L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES PUBLIQUES

- Il y a trop d'échelons administratifs en France ; il faut supprimer l'échelon départemental et/ou territorial et ne conserver que les échelons municipal (ou communauté urbaine) et régional

- L'Etat français est trop centralisé ; le poids du Parlement est faible : il ne peut même pas proposer de lois
- Les Français souhaitent que leur avis soit pris en compte et pas seulement par un bulletin de vote tous les 5 ans
- Il faut supprimer les avantages excessifs octroyés aux anciens élus (Présidents de la République, Premiers Ministres, Députés, Sénateurs, …)

## 3 – LA TRANSITION ECOLOGIQUE

- Il faut mettre en place une grande politique de transition écologique permettant de réduire drastiquement l'élévation de température de notre terre pour que la vie de nos petits enfants soit acceptable
- Cette politique de transition doit définir des étapes d'objectifs pour réduire progressivement les émissions de gaz à effet de serre en France et aboutir à zéro émission à une date donnée raisonnable
- Le financement de cette politique doit être fait en taxant et/ou en imposant en priorité les plus riches de nos concitoyens car ce sont eux qui polluent le plus ; la charge fiscale de cette transition doit être faible sinon nulle pour les moins riches
- La taxe carbone doit être totalement utilisée pour financer la transition écologique et en particulier doit aider les moins riches à supporter financièrement cette taxe (comme cela est pratiquée en Suède) ; ceci veut dire que cette taxe carbone doit être en quelque sorte restituée aux catégories de citoyens les plus vulnérables
- Le carburant diesel doit être interdit à une date donnée d'abord en ville, ensuite dans le reste du pays
- La taxe carbone doit être appliquée au transport aérien : le kérosène, carburant des avions, doit être taxé au même niveau que l'essence ; dans une première étape pour les vols intérieurs (comme cela est le cas en Suède) et à terme au plan européen, puis mondial
- De même la taxe carbone doit être appliquée au transport maritime : le fuel, carburant des bateaux, doit être taxé au même niveau que l'essence
- La taxe carbone doit être augmentée régulièrement chaque année
- La voiture tout électrique (ou équipée d'un moteur non émetteur de gaz à effet de serre) doit peu à peu devenir obligatoire en ville et à terme sur tout le territoire français
- Un effort substantiel de subvention par l'Etat pour l'isolation des immeubles d'habitation et de bureau et des maisons existants est indispensable
- L'installation d'éoliennes et/ou de pa nneaux solaires et/ou de moyens de chauffage non polluants (pompes à chaleur, systèmes d'extraction de la chaleur du sous-sol…) doit être subventionnée très fortement par l'Etat pour réduire les émissions de gaz à effet de serre
- Une loi doit spécifier que toute construction neuve doit être « passive » c'est-à-dire réalisée de manière à ce qu'elle ne requiert aucun apport d'énergie extérieure, sous quelque forme que ce soit

- De manière générale, en France, on « bétonne » ou « goudronne » de plus en plus de sorte que l'eau de pluie ruisselle au lieu d'alimenter les nappes phréatiques et on voit disparaître la nature ; il faut limiter ce processus
- L'Etat devrait utiliser de manière systématique, massive et puissante la publicité dans tous les medias (radio, télévision, internet, journaux, réseaux sociaux …) pour inciter les français à changer de mode de vie dans tous les domaines (transport, nourriture, chauffage, …) afin d'assurer la transition écologique
- L'aide européenne à l'agriculture, la PAC, devrait en France aller exclusivement au développement de l'agriculture biologique et de proximité
- La France ne doit plus construire de centrales nucléaires, mais :
  . développer la recherche de techniques nouvelles de production et de stockage de l'électricité, de modes de chauffage non polluant et de systèmes de transport non polluant
  . créer une industrie de fabrication de panneaux solaires et de batteries très performants ;
  . construire des parcs d'éoliennes sur terre et sur mer ;
  . édifier des centrales de panneaux solaires ;
  . utiliser toutes les techniques d'énergie renouvelable
  . fermer les centrales nucléaires au fur et à mesure que la production d'électricité non nucléaire et non carbonée décroît ;

- L'élevage intensif doit peu à peu être remplacé par un élevage respectueux des animaux
- L'agriculture française doit réduire fortement l'utilisation des pesticides et se tourner vers l'agroécologie ; le glyphosate doit être interdit immédiatement
- Il faut interdire l'utilisation de l'huile de palme comme carburant
- Il faut supprimer tous les emballages superfétatoires et inutiles
- On doit promouvoir par tous les moyens possibles la réparation et/ou le recyclage des ustensiles, des appareils, des machines, des voitures …etc…
- La gratuité des transports en commun doit devenir obligatoire dans toutes les villes
- On doit réduire le transport par camion et promouvoir le ferroutage
- Chaque ville doit promouvoir les déplacements en vélo par la création de réseaux de pistes cyclables sur toute l'étendue du territoire urbain
- L'Etat doit financer sur tous les medias (journaux, radios, télévisions, réseaux sociaux …) une publicité destinée à éduquer le public afin que chaque citoyen participe efficacement à la transition écologique
- Dès l'école primaire et jusqu'à la fin du collège il faut dispenser chaque semaine des cours/ateliers visant à sensibiliser/éduquer les enfants à la protection de l'environnement afin de leur inculquer le sens de la responsabilité collective dans la transition écologique
- La transition écologique ne peut pas se concevoir sans l'efficacité énergétique et la sobriété énergétique

## 4 – PLUS DE FORCE A LA DEMOCRATIE ET A LA CITOYENNETE

- Les partis politiques et les syndicats perdent beaucoup de leur représentativité du fait du faible nombre des cotisants ; il faut donc donner la parole directement aux citoyens
- Les Français souhaitent que leur avis soit pris en compte et pas seulement par un bulletin de vote tous les 5 ans
- Le cœur de la démocratie n'est pas le vote, mais la délibération, par laquelle nous apprenons les uns des autres.
- Comme en Suisse, le gouvernement doit consulter les citoyens par un moyen à définir sur des sujets à son initiative et aussi à l'initiative des citoyens par le biais de pétitions nationales atteignant un nombre défini de signataires
- Il faut créer des assemblés de citoyens tirés au sort qui délibèrent sur des sujets de société et proposent des solutions
- Lors des élections il faut reconnaître les votes blancs et les votes nuls
- Il faut réduire le nombre de parlementaires et le nombre de sénateurs
- Il faut n'autoriser que deux mandats successifs au Parlement, au Sénat et dans toute assemblée locale
- Le cumul des mandats devrait être interdit sauf pour les maires
- L'âge limite pour être éligible devrait être de 65 ans
- Tout élu condamné ne devrait plus être éligible à vie
- En matière d'immigration, les quotas de réfugiés statutaires doivent être fixés au niveau européen pour chaque pays de la Communauté
- La durée de l'apprentissage obligatoire du français par les réfugiés statutaires doit être de 900 à 1.000 heures
- L'Etat français n'investit que bien peu sur la troisième valeur de la République : la Fraternité ; or c'est cette valeur qu'il faut opposer à la violence qui tend de plus en plus à être reconnue comme le moyen le plus efficace de revendiquer et de se faire entendre
- L'Etat doit lutter contre la précarisation des classes moyennes : le modèle économique libéral et la mondialisation ont fait que les classes moyennes sont de moins en moins intégrées économiquement et socialement et se précarisent. C'est particulièrement marqué dans les petites villes, les banlieues des grandes villes et en milieu rural. Il y a une concentration des richesses dans les grandes métropoles. Les catégories populaires demandent d'avoir du travail, une sécurité sociale et une régulation des flux migratoires, ce qui leur est de moins en moins assuré. De plus, l'Etat et les élites n'écoutent plus les classes moyennes
- Il faut introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections, en particulier pour les législatives
- Tout personne candidate à une élection doit avoir un casier vierge
- L'immunité parlementaire doit disparaître
- Le vote aux élections doit devenir obligatoire sous peine de sanction financière